

Unité inter-départementale Tarn-Aveyron
Cité administrative
Bât. A
19, rue de Ciron
81013 Albi Cedex 09

Albi, le 19/05/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 24/04/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

ALBI REMBLAIS RECYCLES

Lieu-dit Fargues
81120 Dénat

Références : 81-DECHETS-2025-37
Code AIOT : 0006811385

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 24/04/2025 dans l'établissement ALBI REMBLAIS RECYCLES implanté Lieu-dit Fargues 81120 Dénat. L'inspection a été annoncée le 21/03/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection est réalisée dans le cadre de la programmation pluriannuelle des contrôles qui fixe une périodicité d'un an pour le site exploité par la société A2R à Dénat.
Le précédent contrôle des installations a été réalisé en mars 2024.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ALBI REMBLAIS RECYCLES
- Lieu-dit Fargues 81120 Dénat
- Code AIOT : 0006811385
- Régime : Autorisation

- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société ALBI REMBLAIS RECYCLES (A2R) exploite actuellement une installation de stockage de déchets inertes (ISDI) et une installation de stockage de déchets de matériaux de construction contenant de l'amiante dans un casier mono-déchets (casier dédié).

Le site est réglementé par l'arrêté préfectoral d'autorisation du 15 juillet 2020.

Thèmes de l'inspection :

- Déchets

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾ | Proposition de délais |
|----|--|---|--|-----------------------|
| 2 | Prévention de la pollution atmosphérique | Arrêté Préfectoral du 15/07/2020, article 3.2 | Demande d'action corrective | 1 mois |
| 5 | Eaux de ruissellement | Arrêté Préfectoral du 15/07/2020, article 4.3.4 | Demande de justificatif à l'exploitant | 1 jour |
| 11 | Danger ou nuisance non prévu | Arrêté Préfectoral du 15/07/2020, article 2.5.1 | Demande d'action corrective | 2 mois |

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Autre information |
|----|---|---|-------------------|
| 1 | Bilans périodiques | Arrêté Préfectoral du 15/07/2020, article 2.10.12 | Sans objet |
| 3 | Quantité d'amiante admis | Arrêté Préfectoral du 15/07/2020, article 1.2.4.1 | Sans objet |
| 4 | Quantité d'inertes admis | Arrêté Préfectoral du 15/07/2020, article 1.2.4.1 | Sans objet |
| 6 | Lixiviats | Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 43 | Sans objet |
| 7 | Moyens de lutte contre l'incendie | Arrêté Préfectoral du 15/07/2020, article 8.3.3 | Sans objet |
| 8 | Fossés périphériques | Arrêté Préfectoral du 15/07/2020, article 4.3.4 | Sans objet |
| 9 | Admission des déchets d'amiantes | Arrêté Préfectoral du 15/07/2020, article 9.2.4.4 | Sans objet |
| 10 | Règles d'exploitation du casier amiante | Arrêté Préfectoral du 15/07/2020, article 9.2.3.3 | Sans objet |

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Dans son ensemble, les installations sont correctement exploitées par la société A2R.
La visite d'inspection a mis en évidence deux non conformités pour lesquelles l'exploitant doit

transmettre à l'inspection les justificatifs dans le délai imparti.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Bilans périodiques

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/07/2020, article 2.10.12 |
| Thème(s) : Risques chroniques, Rapport annuel |
| Prescription contrôlée : Une fois par an, l'exploitant adresse à l'inspection des installations classées un rapport d'activité comportant une synthèse des informations prévues dans le présent arrêté (notamment ceux récapitulés au CHAPITRE 2.9) ainsi que, plus généralement, tout élément d'information pertinent sur l'exploitation des installations dans l'année écoulée. Le rapport de l'exploitant est également adressé à la commission de suivi des sites si elle existe. Il concerne notamment les points suivants : <ul style="list-style-type: none">• relevé topographique de l'ensemble de l'installation accompagné d'un document décrivant la surface et le volume occupé par les déchets et une évaluation des capacités restantes,• une synthèse des contrôles relatifs aux eaux superficielles et souterraines,• résultats des mesures d'empoussièrement,• synthèse des incidents/accidents (y compris concernant les pertes d'intégrité des emballages contenant des DMCCA),• quantités de déchets réceptionnés et provenance,• liste des chargements refusés,• aménagements et travaux divers éventuellement réalisés sur le site,• plan d'exploitation : zone en cours d'exploitation, zone réaménagées... |
| Constats : Le rapport d'activité de l'année 2024 a été transmis le 28 mars 2025. Il comporte l'ensemble des informations demandées. |
| Type de suites proposées : Sans suite |

N° 2 : Prévention de la pollution atmosphérique

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/07/2020, article 3.2 |
| Thème(s) : Risques chroniques, Suivi de l'empoussierage |
| Prescription contrôlée : L'exploitant assure une surveillance de la qualité de l'air par la mise en place en limite de propriété d'un réseau de suivi des retombées atmosphériques de poussières totales (solubles et insolubles) et d'une mesure des fibres d'amiante. Ces mesures sont effectuées au moins une fois par an par un organisme indépendant, en accord avec l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement. Dans ce cas les mesures sont conduites pendant une période où les émissions du site sont les plus importantes au regard de l'activité du site et des conditions météorologiques. Cette fréquence peut être augmentée en fonction des enjeux et conditions climatiques locales. Le nombre d'emplacements de mesure et les conditions dans lesquelles les systèmes de prélèvement sont installés et exploités sont décrits dans une notice disponible sur site. |

| |
|---|
| <p>[...] L'exploitant intègre les résultats des mesures dans le rapport annuel défini à l'article 2.10.2 avec ses commentaires, qui tiennent notamment compte des évolutions significatives des valeurs mesurées, des niveaux de production, des superficies susceptibles d'émettre des poussières et des conditions météorologiques lors des mesures. Les mesures sont effectuées sous la responsabilité de l'exploitant et à ses frais. Les résultats des mesures des émissions des cinq dernières années sont tenus à disposition de l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement.</p> |
| <p>Constats :</p> <p>Les résultats des mesures d'empoussièrement sont synthétisés dans le rapport d'activité de l'exploitant. Les mesures ont été réalisées par l'APAVE en septembre 2024 sur une période de 32 jours.</p> <p>Le rapport fait état d'un dépassement de la valeur seuil pour deux jauges sur cinq dont notamment la jauge positionnée à proximité immédiate de l'habitation la plus proche. Pour les trois précédentes années, aucun dépassement n'a été mesuré.</p> <p>L'exploitant propose donc de faire un rappel sur la vitesse à adopter sur le site pour limiter l'envol de poussière.</p> <p>La mesure des fibres d'amiante n'a pas été réalisée en 2024. L'exploitant explique que suite à une erreur du laboratoire, les échantillons ont été détruits avant la réalisation des analyses. L'exploitant a transmis à l'inspection le message électronique du laboratoire dans lequel ce dernier indique que les échantillons ont été détruits par erreur.</p> |
| <p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Sous un délai d'un mois, l'exploitant doit mettre en place des actions correctives pour limiter les envols de poussières.</p> <p>L'exploitant doit envisager plusieurs solutions pour éviter les envols de poussières sur son site: arrêt des dépôts lorsque les conditions météorologiques sont défavorables, arrosage des pistes, etc.</p> <p>Concernant la mesure des fibres d'amiante, le laboratoire aurait dû reprogrammer l'intervention.</p> |
| <p>Type de suites proposées : Avec suites</p> |
| <p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p> |
| <p>Proposition de délais : 1 mois</p> |

N° 3 : Quantité d'amiante admis

| |
|--|
| <p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/07/2020, article 1.2.4.1</p> |
| <p>Thème(s) : Risques chroniques, Déchets d'amiante admis</p> |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>La quantité annuelle maximale de déchets de matériaux de construction contenant de l'amiante admis en stockage est de 3200 tonnes. La quantité maximale totale de déchets pouvant être admis dans le casier de stockage de déchets de matériaux de construction contenant de l'amiante</p> |

| |
|---|
| est de 48 000 tonnes. |
| Constats : Selon la déclaration GEREP faite par l'exploitant pour l'année 2024, le site a réceptionné 1824 tonnes de matériaux de construction contenant de l'amiante. La quantité admise est donc conforme à la quantité autorisée par arrêté préfectoral. Les quantités déclarées dans Trackdéchets font cependant état de 1734,54 t d'amiante réceptionnés en 2024. L'exploitant explique que cette différence de tonnage est dû aux déchets apportés par les particuliers qui ne sont pas soumis à la traçabilité via la plateforme TrackDéchets. |
| Type de suites proposées : Sans suite |

N° 4 : Quantité d'inertes admis

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/07/2020, article 1.2.4.1 |
| Thème(s) : Risques chroniques, Déchets admis |
| Prescription contrôlée : La quantité annuelle maximale de déchets inertes admis en stockage est de 44 000 tonnes. La quantité maximale totale de déchets pouvant être admis dans les casiers de stockage de déchets inertes est de 660 000 tonnes. |
| Constats : Pour 2024, l'exploitant a déclaré dans GEREP avoir réceptionné 44 001,42 t de déchets inertes. Cette quantité est légèrement supérieure la quantité autorisée par arrêté préfectoral. À partir de 2025, la quantité annuelle de déchets inertes admis est autorisée jusqu'à 55 000 t par lettre préfectorale en date du 12 février 2025. |
| Type de suites proposées : Sans suite |

N° 5 : Eaux de ruissellement

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/07/2020, article 4.3.4 |
| Thème(s) : Risques chroniques, Entretien et conduite des installations de traitement |
| Prescription contrôlée : [...] Les fiches de suivi du nettoyage des équipements, l'attestation de conformité à une éventuelle norme ainsi que les bordereaux de traitement des déchets détruits ou retraités sont mis à la disposition de l'inspection des installations classées. [...] |
| Constats : |

| |
|--|
| <p>Le site est équipé d'un séparateur hydrocarbure. La vérification visuelle de l'équipement est réalisée annuellement d'après l'exploitant. L'exploitant ne détient pas de registre traçant la date de ces vérifications. Le jour de la visite d'inspection l'exploitant indique que le nettoyage de l'équipement est planifié pour le 28 avril par la société SARP.</p> |
| <p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Sans délai, l'exploitant transmet à l'inspection le bordereau de suivi de déchet édité après l'intervention de nettoyage de la société SARP.</p> |
| <p>Type de suites proposées : Avec suites</p> |
| <p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p> |
| <p>Proposition de délais : 1 jour</p> |

N° 6 : Lixiviats

| |
|---|
| <p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 43</p> |
| <p>Thème(s) : Risques chroniques, Mesure fibre amiante</p> |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>II. - Une mesure de fibres d'amiante dans les bassins de stockage des eaux de ruissellement est réalisée tous les ans, afin de vérifier l'absence de dispersion de fibres d'amiante sur l'installation. En cas de détection de fibres d'amiante, l'exploitant prend les actions correctives appropriées dans un délai inférieur à six mois.</p> |
| <p>Constats :</p> <p>En 2024, l'analyse diligentée par l'exploitant dans le cadre de son autosurveillance indique qu'aucune fibre d'amiante n'a été détectée dans les bassins de stockage des eaux de ruissellement. Cette même année, un contrôle inopiné a été réalisé à la demande de la DREAL: aucune fibre d'amiante n'a été détectée.</p> |
| <p>Type de suites proposées : Sans suite</p> |

N° 7 : Moyens de lutte contre l'incendie

| |
|---|
| <p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/07/2020, article 8.3.3</p> |
| <p>Thème(s) : Risques chroniques, Procédure en cas d'incendie</p> |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...] L'exploitant établit une procédure relative à la conduite à tenir en cas d'incendie sur l'installation et organise des formations de sensibilisation au risque incendie pour le personnel du site, sans préjudice des dispositions applicables aux travailleurs qui relèvent du code du travail.</p> |
| <p>Constats :</p> |

La procédure est affichée à l'accueil du site.

L'exploitant précise que les employés sont régulièrement formés à l'utilisation des extincteurs et que les consignes de sécurité sont systématiquement rappelées au personnel intérimaire.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Fossés périphériques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/07/2020, article 4.3.4

Thème(s) : Risques chroniques, Entretien

Prescription contrôlée :

[...]

L'exploitant assure une surveillance périodique de l'état des fossés de collecte et assure leur entretien tant que de besoin.

Constats :

Le jour de la visite, l'ensemble des fossés périphériques étaient correctement entretenus.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Admission des déchets d'amiantes

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/07/2020, article 9.2.4.4

Thème(s) : Risques chroniques, Registre

Prescription contrôlée :

[...]

L'exploitant tient en permanence à jour et à la disposition de l'inspection des installations classées un registre des admissions, un registre des refus et un registre des documents d'accompagnement des déchets (information préalable). En application de l'arrêté ministériel du 29 février 2012 modifié fixant le contenu des registres mentionnés aux articles R541-43 et R541-46 du code de l'environnement, pour chaque véhicule apportant des déchets, l'exploitant consigne sur le registre des admissions : - la nature et la quantité de déchets, - le lieu de provenance et l'identité du producteur ou de la (ou les) collectivité(s), - le nom et l'adresse de l'expéditeur initial et le cas échéant son numéro SIRET, - le nom et l'adresse des installations dans lesquelles les déchets ont été préalablement entreposés, - l'identification du casier dans lequel les déchets ont été entreposés, - le nom et l'adresse du ou des transporteurs, ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R543-53 du code de l'environnement, - la date et l'heure de réception, et si elle est distincte, la date de stockage, - le numéro du ou des bordereaux de suivi de déchets d'amiante, - le code du traitement opéré selon l'annexe I et II de la directive 2008/98/CE, - le résultat des contrôles d'admission (contrôle visuel et contrôle des documents d'accompagnement des déchets) ; - la date de délivrance de l'accusé de réception ou de la notification de refus et, le cas échéant, le motif du refus.

| |
|---|
| <p>Constats :</p> <p>Le registre entrant des déchets contenant de l'amiante a été consulté. Il est conforme.</p> |
| <p>Type de suites proposées : Sans suite</p> |

N° 10 : Règles d'exploitation du casier amiante

| |
|---|
| <p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/07/2020, article 9.2.3.3</p> |
| <p>Thème(s) : Risques chroniques, Recouvrement des déchets d'amiante</p> |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...] Les déchets de matériaux de construction contenant de l'amiante, stockés dans les casiers dédiés, sont recouverts avant toute opération de régilage à la fin de chaque jour de réception par des matériaux ou des déchets inertes de granulométrie adaptée à la prévention de toute dégradation de leur conditionnement. L'épaisseur de recouvrement est supérieure à 20 centimètres.</p> |
| <p>Constats :</p> <p>Le jour de la visite, les déchets amiantés stockés dans le casier C4 étaient tous recouverts.</p> |
| <p>Type de suites proposées : Sans suite</p> |

N° 11 : Danger ou nuisance non prévu

| |
|---|
| <p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/07/2020, article 2.5.1</p> |
| <p>Thème(s) : Risques chroniques, Nuisance olfactive</p> |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>Tout danger ou nuisance non susceptible d'être prévenu par les prescriptions du présent arrêté est immédiatement porté à la connaissance du Préfet par l'exploitant.</p> |
| <p>Constats :</p> <p>Le jour de la visite, l'inspection perçoit sur le site une forte odeur similaire à celle émise par une ISDND.</p> <p>L'exploitant explique qu'il réceptionne sur l'ISDI du verre broyé (code 19 12 05) provenant de la société BRIANE Environnement. Ce déchet contient encore de la matière organique qui continu à se dégrader.</p> <p>Le déchet est déposé sur l'installation en limite de propriété à proximité immédiate d'un riverain. Ces nuisances olfactives n'ont pas été signalées au Préfet par l'exploitant.</p> |
| <p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>En lien avec le producteur du déchet, l'exploitant doit dans un délai de deux mois mettre en place des solutions adéquates pour limiter au maximum la nuisance olfactive et ne pas recevoir des</p> |

déchets organiques sur son site. L'exploitant doit transmettre les éléments justifiant que ces déchets de verre ne peuvent pas être recyclés.

L'exploitant rend compte à l'inspection des mesures prises et de leurs efficacités.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 2 mois